



1 013



France

A Propos

- YouGov est un institut international d'études de marché, pionnier des études online.
- Fondé à Londres en 2000, YouGov compte aujourd'hui plus de 30 bureaux dans 21 pays dans le monde, dont la France depuis 2011.
- Fort d'un panel propriétaire de plus de +225 000 personnes en France et plus de 8M dans le Monde, YouGov accompagne les marques dans leurs décisions stratégiques.

Contacts Presse

Salomé Marcadé
Communication Executive
salome.marcade@yougov.com
01.88.33.75.43

Guillemette Petit
Sales & Marketing Coordinator
Guillemette.petit@yougov.com
01.86.95.79.91
07.82.19.47.49

L'Aide Médicale de l'Etat (AME) reste indispensable aux yeux des Français

Paris, le vendredi 20 décembre 2019 – YouGov a réalisé une étude afin de mettre en évidence l'opinion des Français sur l'Aide Médicale de l'Etat (AME).

L'Aide Médicale de l'Etat (AME) permet aux personnes en situation irrégulière d'accéder aux soins médicaux et hospitaliers.

Les Français sont favorables à ce type d'aides

Plus d'1 Français sur 2 (53%) est favorable à l'AME, un chiffre qui grimpe même à 67% chez les Millennials (18-34 ans). En parallèle, 45% des Français affirment qu'en France, tout le monde devrait avoir accès à des soins médicaux, et ce, quelles que soient la nationalité et la situation financière. Comme précédemment, les Millennials sont les plus nombreux à défendre cette idée (56%).

Un système qui doit être amélioré

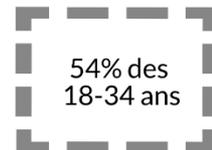
Bien que plutôt favorable à l'AME, **plus d'1 Français sur 2 (51%) est d'accord pour dire qu'il faut durcir les conditions d'accès à cette aide**. On constate que les Millennials sont moins nombreux (38%) que les 55 ans et plus (57%) à approuver cette idée.



68% des Français pensent que la phrase "La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde" est vraie



VS



En outre, **54% des Français sont d'accord avec un amendement voté à l'Assemblée Nationale le 7 novembre 2019**, qui impose désormais 3 mois d'attente aux demandeurs d'asile qui souhaitent bénéficier de l'AME.

Un dispositif qui divise

Les Français restent très partagés sur certains points : en effet, certains pensent qu'il faut améliorer les prestations de l'AME pour ses bénéficiaires, d'autres non. Si 35% se disent « ni d'accord, ni pas d'accord », 33% se disent « d'accord » et 32% « pas d'accord ».

Autre point de désaccord : le bilan sur le montant des dépenses qui s'élève à 934 millions d'euros en 2019, soit 0,5% de l'ensemble des dépenses de l'assurance maladie. Si 39% des Français jugent que c'est « excessif », 38% pensent que c'est « raisonnable » et seuls 13% que c'est « insuffisant ».

YouGov®



1 013



France

A Propos

- YouGov est un institut international d'études de marché, pionnier des études online.
- Fondé à Londres en 2000, YouGov compte aujourd'hui plus de 30 bureaux dans 21 pays dans le monde, dont la France depuis 2011.
- Fort d'un panel propriétaire de plus de +225 000 personnes en France et plus de 8M dans le Monde, YouGov accompagne les marques dans leurs décisions stratégiques.

Contacts Presse

Salomé Marcadé
Communication Executive
salome.marcade@yougov.com
01.88.33.75.43

Guillemette Petit
Sales & Marketing Coordinator
Guillemette.petit@yougov.com
01.86.95.79.91
07.82.19.47.49



25% des Français pensent qu'il faut supprimer l'AME



VS



22% des Français pensent qu'il faut laisser l'AME telle qu'elle est aujourd'hui



VS



Qu'en est-il des médecins face à l'AME ?

Jacques Toubon, défenseur des Droits, en charge de la défense des droits des usagers des services publics, a publié en mai 2019 un rapport sur les droits des demandeurs de l'AME. Il déplore « des refus de soins » illégaux, souvent justifiés « par le surcoût administratif voire financier » pour les médecins. Face à ce constat alarmant, près d'1 Français sur 2 déclare ne pas comprendre la position des médecins (47% vs. 41% qui affirment le contraire). On constate que parmi les personnes qui comprennent la position des médecins, les hommes sont plus nombreux (48% contre 34% de femmes).

Méthodologie

Etude Omnibus réalisée du 11 au 12 décembre 2019 auprès de 1 013 personnes représentatives de la population nationale âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas.